

Le prolétaire

bimensuel parti communiste international (programme communiste)

Ce qui distingue notre Parti: La revendication de la ligne qui va du « Manifeste communiste » à la révolution d'Octobre et à la fondation de l'Internationale communiste; la lutte contre la dégénérescence de Moscou, le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaire, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et parlementariste.	Correspondance : 20, rue Jean-Bouton - 75012 Paris	Abonnements : 1 an : 20 F (200 FB) 6 mois : 10 F (100 FB) pli fermé : 34 F et 18 F « programme communiste » 1 an : 32 F (320 FB, 20 FS)	13 ^e ANNEE - N° 209 LE NUMERO : 1 FF 10 FB - 1 FS du 13 au 26 déc. 1975
	Versements : Chèque bancaire ou C.C.P. 2.202-22 Marseille		

Un casque sous le bonnet de Marianne

Faut-il croire à la version officielle selon laquelle l'armée, pilier de la continuité de la société civile, de ses institutions, de son intégrité territoriale, de son Etat, est investie par une « guerre de subversion » dont les actes d'insubordination d'une trentaine de soldats, la naissance d'organes embryonnaires de défense des appelés, les manifestations de solidarité de minuscules groupes de gauche, et même les tracts revendiquant l'antimilitarisme de classe (et distribués dans un rayon qui, bien malgré nous, est encore extrêmement restreint) ne seraient que le premier symptôme ? Faut-il croire à cette « grave menace » qui justifierait en principe et imposerait en fait une répression violente et systématique ?

Faut-il croire à la version officielle allemande selon laquelle le puissant appareil administratif de la Bundesrepublik, superstructure d'un puissant appareil productif, court le risque d'une subversion analogue, dont les actions d'une poignée de jeunes anarchistes courageux serait le premier indice, et qui rendrait nécessaire et urgente l'introduction de lois spéciales pour protéger la pureté de l'administration et assurer la disposition des fonctionnaires à servir sans réserve l'Etat ?

D'autre part, faut-il voir dans ces réactions étatiques, qui ne sont que des épisodes caractéristiques de l'évolution contemporaine de la société capitaliste un brusque passage de la démocratie au « fascisme » ou, pour le moins, un coup d'arrêt scandaleux de l'ascension vers des formes toujours plus « vraies » et « élevées » de démocratie, ascension qui caractériserait notre époque engagée dans cette voie conduisant au passage pacifique et indolore vers le socialisme ?

Ou bien faut-il au contraire affirmer que ces réactions s'insèrent comme des anneaux nécessaires dans un processus unique qui se dirige en sens inverse du socialisme, précisément en arborant les « valeurs démocratiques » et en proclamant la nécessité de les défendre par tous les moyens de prévention, de répression et de violence directe dont l'Etat, organe suprême d'administration de la « société civile », est le dépositaire ?

gne de la concentration et de l'hypertrophie de l'appareil répressif de l'Etat, qu'elle légitime. Contrairement aux affirmations de l'idéologie bourgeoise reposant sur les principes éternels, la démocratie ne se développe pas historiquement d'un état imparfait, encore entaché de résidus absolutistes, vers un état idéal d'absorption et même de négation de l'Etat dans la « volonté » individuelle et collective des citoyens ; en fait elle va d'une phase où, drapeau d'une classe révolutionnaire, elle devait nier la concentration d'un appareil étatique étranger et opposé au « peuple », à la phase où son propre développement dans le sens horizontal est la prémisses et la justification de la concentration verticale du pouvoir. **Davantage** de démocratie — il faut le répéter contre l'idéologie prédominante non seulement de l'opportunisme classique mais aussi des « gauchistes » — devient synonyme de **davantage** d'oppression et de répression, avec et non « malgré » les emblèmes de la liberté, égalité et fraternité.

C'est là la signification de l'impérialisme, stade suprême du capitalisme — sa superstructure, disait Lénine, et non une structure nouvelle qualitativement différente — qui pousse jusqu'au paroxysme la loi du mode de production capitaliste où « la libre concurrence produit le monopole et le monopole produit la libre concurrence », l'une se nourrissant de l'autre et les deux ensemble exprimant le processus inexorable de domination du travail vivant par le travail mort, de la force de travail par le capital, la domination de classe du prolétariat par la bourgeoisie.

Bien entendu, ce processus n'est pas rectiligne, mais se développe à travers des secousses violentes dans lesquelles le lien

dialectique entre les deux termes semble se briser et où la classe dominante défait temporairement l'entière structure des institutions démocratiques au

DANS CE NUMERO

- Bourgeois et opportunistes : « feu à volonté sur l'antimilitarisme ! »
- La Gauche Communiste et la démocratie dans le cycle de l'après-guerre.
- Portugal : la fin de la révolution de la phrase.
- Ronde de chacals autour de la proie saharaoise.

profit de l'exercice sans fard, concentré, totalitaire et monolithique, du pouvoir. Mais ceci ne se produit que parce que de son côté la classe dominée a brisé ou menacé de briser les « règles du jeu », en balayant la mystification qui identifie les droits de vie et de survie du capital avec les « Droits de l'Homme » tout court. Et, lorsque cette parenthèse hétérodoxe dans le cours normal du capitalisme a été refermée tant bien que mal, le cycle reprend à un niveau supérieur.

C'est pourquoi, lorsque à la fin (Suite page 3)

Perquisitions et interpellations dirigées contre notre journal

Dans l'après-midi du mercredi 3 décembre, la police judiciaire agissant sur commission rogatoire de la Cour de sûreté de l'Etat a effectué une perquisition au siège de notre journal, 20, rue Jean-Bouton (Paris-12^e), en cherchant des éléments se rapportant à un tract appelant les prolétaires à la solidarité de classe avec les soldats frappés par la répression bourgeoise (tract publié dans le n° 207 du « Prolétaire », paru le 14 novembre). Des tracts, des stencils et des brochures ont été saisis. Notre local ne contenait aucun fichier d'adresses. Deux personnes ont été arrêtées et conduites au Quai des Orfèvres où elles ont été interrogées et gardées à vue jusqu'à samedi soir. Entretemps, la police avait perquisitionné sans résultat à leurs domiciles.

Vendredi matin, les policiers ont perquisitionné en son absence au domicile d'un contact parisien, sans rien trouver « qui se rapporte à l'affaire ». Vendredi soir, le directeur de notre journal et de la revue « Programme Communiste » était à son tour perquisitionné et arrêté à son domicile de Marseille, avant d'être relâché samedi soir sans être inculpé. Notre local de Marseille a également fait l'objet d'une perquisition sans résultat.

Enfin samedi, les deux personnes arrêtées rue Jean-Bouton ont été inculpées par le juge d'instruction auprès la Cour de sûreté de l'Etat de participation à une entreprise de démolition de l'armée, et remises en liberté provisoire sous contrôle judiciaire, avec interdiction de quitter la région parisienne.

Il est possible que d'autres inculpations interviennent, car d'autres personnes sont encore convoquées au Quai des Orfèvres pour « audition ». Nous ne disposons pas d'autres éléments mercredi après-midi, au moment de remettre ce texte à l'impression.

On nous a demandé pourquoi la perquisition et les arrestations qui avaient eu lieu à notre local le mercredi 3 décembre après-midi n'avaient été connues que bien plus tard (première publication dans la presse : « Libération » du samedi matin). Voici quelques éléments d'information : « Libération » a été prévenu dès mercredi soir 19 h 15 (c'est-à-dire avant le bouclage du journal) par un responsable qui s'est déplacé spécialement et qui a dicté l'information à un rédacteur qui l'a assuré qu'elle passerait : or « Libération » de jeudi matin n'a rien publié, et il a fallu, en raison de la grève du vendredi, attendre samedi pour qu'il passe quelque chose. L'AFP a été avertie mercredi vers minuit par un responsable qui s'est rendu sur place, mais n'a rien passé.

La palme de l'information revient sans conteste à ce fleuron de la presse démocratique qu'est « Le Monde ». Deux militants s'y sont rendus dès jeudi matin, puis les jours suivants. A trois reprises, on a refusé de les recevoir. A trois reprises, ils ont laissé un communiqué relatant les faits (nous ne comptons pas les coups de téléphone). « Le Monde » n'a rien passé ni jeudi, ni samedi, malgré les assurances téléphoniques d'un rédacteur... Dans les pays « fascistes » comme l'Espagne, la police interdit à la presse

(Suite page 2)

PORTUGAL

La fin de la révolution de la phrase

Il aura donc suffi de quelques heures pour que le phénix de l'Ordre que la « Révolution portugaise » présentait comme calciné par les flammes de l'« offensive populaire » ressurgisse brutalement et terrasse le « deuxième pouvoir » que cette même révolution disait être sur le point de submerger la hiérarchie militaire. Il aura suffi de quelques heures pour que l'Ordre s'établisse sans conteste avec tous les attributs traditionnels dont la révolution prétendait l'avoir dépouillé, ses arrestations, ses censures et ses couvre-feux, ses états de siège et ses chasses aux sorcières.

Il aura suffi qu'un détachement des commandos d'Amadora encerclât la radio pour la reprendre, qu'il tire quelques coups de feu en l'air pour disperser la foule accourue pour aider les soldats ; il aura suffi qu'un régiment de cavalerie se présente dans l'arsenal « occupé » pour qu'on lui ouvre les portes ; que l'on demande à Dinis de Almeida de se rendre pour que le « régiment rouge » suive, à la majorité des voix, ses chefs loyalistes dans l'hommage rendu à la hiérarchie ; il aura suffi que les commandos encerclent les bases aériennes « investies » par les parachutistes pour les contrôler et remettre à leur place les chefs destitués ; il aura suffi que les commandos lancent l'assaut contre la caserne de la police militaire pour qu'au premier coup de feu et au premier sang qui coule, les soldats rendent les armes, et pour qu'il n'y ait plus désormais qu'à attendre la soumission des paras de Tancos.

Bref, il aura suffi du regard du phénix de l'Ordre ressurgi de ses cendres pour que les rebelles soient littéralement hypnotisés, pour que les larmes de rage succèdent à la joie d'être parvenus à rompre une discipline haïe, pour que, plus prosaïquement, force reste à la Loi, à la Tradition, à l'Ordre, pratiquement sans coup férir.

Ce qui est le plus étonnant n'est pas en réalité que la caste des officiers se soit révélée aussi opérationnelle, mais que la « Révolution portugaise » l'ait imaginée dissoute sous la vague d'indiscipline des soldats. Le haut de la hiérarchie militaire a, sans nul doute, été parcouru par des courants contraires assez violents, mais les heurts ont toujours été amortis par la solidarité de caste. Considérons que devant l'agitation des parachutistes

de Tancos, c'est l'ensemble des officiers (123 sur 128) qui ont demandé leur mutation, suivis par un seul sous-officier sur 300 et 7 soldats sur 1.300, et que même les officiers « honnêtes » sont, à la grande stupeur des soldats, passés de l'autre côté : ceci doit nous rappeler cette loi que seule l'insurrection armée peut parvenir à briser ce complexe de solidarité et de discipline qui donne son armature au corps des officiers, même lorsque les soldats ne suivent plus ces derniers.

D'ailleurs, l'opposition entre les officiers et la troupe qui s'est manifestée à Tancos aussi clairement que celle qui a poussé dans les faits les ouvriers du bâtiment contre l'ordre officiel et semi-officiel rendait urgents le rétablissement de la discipline et le « redressement de la hiérarchie militaire. Il fallait en finir.

(suite page 4)

Vient de paraître :

PROGRAMME COMMUNISTE N° 68

Au sommaire :

- Le mythe portugais du double pouvoir
- Le marxisme et la Russie

LA CRISE DE 1926 DANS LE P.C. RUSSE ET L'INTERNATIONALE

- Introduction
- Lettre d'A. Bordiga à K. Korsch (octobre 1926)
- La Gauche communiste d'Italie face au débat dans le parti russe

- La « relance de la consommation populaire » ou l'élixir du docteur Marchais

Commandes au Prolétaire : 8 F.

bourgeois et opportunistes :

« Feu à volonté sur l'antimilitarisme ! »

Il n'échappe à personne que la question des comités de soldats a pris une importance politique sans proportion avec la tentative encore limitée des soldats de s'organiser ne serait-ce que sur le plan de la défense immédiate de leurs conditions de vie, et sans proportion surtout avec les manifestations de solidarité dans le mouvement ouvrier, qui sont précieuses, mais restent encore bien en deçà des exigences d'un soutien réel.

En frappant un grand coup préventif contre la minorité combative aujourd'hui en mouvement, la bourgeoisie ne tente pas seulement d'intimider le prolétariat dans son ensemble, et de paralyser toute velléité de résistance de larges masses à un moment où la crise — et aussi la « relance » économique — exigent une pression accrue sur la classe exploitée.

La classe dominante a conscience que nous sommes entrés dans une période — une période qui se mesure en longues années — qui verra se succéder des crises sociales et politiques, comme des crises diplomatiques, internationales et militaires. Et de même qu'une armée n'attend pas qu'éclate un conflit pour s'organiser, mais se prépare grâce à des manœuvres systématiques, teste ses aptitudes dans ces conflits mineurs et partiels où elle engage des forces plus grandes que ne l'exige l'enjeu réel, la bourgeoisie a profité de l'épisode pour tester ses forces.

Aussi va-t-elle dresser un bilan de ces manœuvres. Mais les petits détachements prolétariens qui ont été contraints de se placer sur le terrain de la lutte doivent eux aussi tirer leur propre bilan, et un des chapitres importants de ce bilan doit concerner les forces qui agissent dans le mouvement ouvrier et qui prétendent le guider.

A la première salve gouvernementale, tirée à blanc contre le parti socialiste, mais à tir bien réel contre les comités de soldats et les antimilitaristes, les partis de gauche qui passaient par là et touchaient un peu à tout, s'alignent comme un seul homme, et se mettent à faire feu dans la même direction. Le gouvernement et toute la presse n'ont plus qu'à relever la hausse et avec l'aide des partis de gauche, faire un tir de barrage sur l'antimilitarisme, la « subversion », l'« entreprise de démolition de l'armée », etc. : « Les partis de gauche expriment leur solidarité avec les soldats, sous-officiers et officiers qui, en tant que citoyens [etc.]. C'est pourquoi [ils] n'ont rien à voir avec les objectifs et les méthodes des groupes minoritaires antimilitaristes » (déclaration commune PC-PS-radicaux du 6-12). Aucune pitié pour ceux qui veulent « démolir notre armée », dernier rempart de l'ordre — pardon, de la démocratie ! — de nos festins et privilèges impérialistes — pardon, de notre indépendance nationale ! — bref, aucune pitié pour les « pêcheurs en eau trouble » qui osent se rebeller contre le militarisme !

D'ailleurs comme le dit le PCF au moment où tombe la 34^e inculpation dans cette affaire, « rien ne nous prouve actuellement que parmi les personnes inculpées il n'y ait pas de véritables provocateurs avec en main de véritables outils de provocation » (déclaration de Louis Baillot, 8-12).

La CGT, pour ne pas parler de FO et autres « syndicats », a évidemment effectué la manœuvre avec l'aisance qui lui vient de l'habitude : « toute unité d'action en cette matière suppose une condamnation catégorique et explicite des agissements antimilitaristes irresponsables des groupes gauchistes et leur exclusion de toute initiative d'action », rappelle Ségué à Maire qui feint de ne pas comprendre pourquoi la CFDT a été seule dans la manifestation du vendredi 5. Pourtant, s'exclame ce dernier, nous avons dénoncé sans hésitations tous les agissements de ces groupes de « provocateurs antimilitaristes ultragauchistes et ultraminoritaires » qui veulent nuire à « notre défense nationale ? » Alors pourquoi nous laisser seuls ?

En voici la raison : le gouvernement, outre qu'il fait la chasse

aux antimilitaristes, cherche, en tapant sur les doigts des secteurs de gauche dans la CFDT, à apprendre à un syndicat qui n'a pas encore grande habitude de la lutte ouvrière véritable, et donc de la manière de la canaliser, qu'il y a des limites raisonnables à ne pas dépasser. N'est-il pas proprement scandaleux que des unions locales d'une organisation « responsable », « représentative », c'est-à-dire officiellement « reconnue » (comme dit Maire) pour les pouvoirs publics comme un interlocuteur valable, se laissent aller jusqu'à tolérer, sous prétexte de la nécessité de concilier les intérêts des ouvriers et ceux de l'armée, qu'un journal — qui plus est, fait par les soldats — paraphrase carrément un couplet de l'Internationale ? Non, messieurs les larbins, apprenez à faire votre travail sérieusement ! Comme le dit Lecanu, nous n'en voulons à aucune organisation, mais à des individus qui ont commis des actes impardonnables : en termes militaires, il ne suffit pas que le chef de peloton tire dans la bonne direction, il faut obliger tous les soldats à le faire. Cela s'apprend, les manœuvres sont faites pour cela, et c'est aussi pourquoi les officiers ont un pistolet. En d'autres termes, il faut savoir rester fermes sur les principes et faire régner la discipline à la base. Et la CGT est d'accord sur ce point avec le gouvernement. On ne se commet pas avec les gauchistes qui, s'ils reçoivent des coups, « n'ont qu'à s'en prendre qu'à eux-mêmes ».

« Nos partenaires », répond la CFDT, s'inquiétaient des risques de déviation et de débordement des manifestations par des groupes gauchis-

tes sur des thèmes antimilitaristes. La CFDT était parfaitement consciente de ces risques. La manifestation du 5 décembre a d'ailleurs montré que la CFDT, bien que seule, a assuré à cette manifestation LE SENS EXACT QU'ELLE ENTENDAIT LUI DONNER. » (Déclaration de la CFDT, Le Monde des 6, 7 et 8 décembre).

Décidément, ces gens-là ont beaucoup à apprendre. Il ne suffit pas de tirer dans la bonne direction et à la hausse correcte : encore faut-il tirer au bon moment et sur ordre ; et il n'y a pas besoin d'être léniniste, comme nous le revendiquons, pour comprendre que la tactique doit tenir compte de la « situation concrète » et qu'elle doit faire l'objet d'une décision centrale.

En l'occurrence, le centre, c'est ici l'Etat bourgeois, et la situation n'est pas jugée désespérée au point qu'il faille laisser se répandre le système électif dans l'armée, ni tenter de contrôler les soldats par l'intermédiaire des syndicats opportunistes. De tout cela, la hiérarchie militaire est aujourd'hui suffisamment forte pour s'en charger. C'est ce que vient de rappeler haut et fort le gouvernement (après l'état-major), quitte à taper sur les doigts de la gauche du PS, la fédération parisienne, qui s'est d'ailleurs aussitôt rangée, le CERES s'étant même félicité de la position unitaire du PS et de la gauche ; quitte aussi à taper sur les doigts des secteurs de la CFDT « inconscients » des exigences de la situation réelle.

On sait évidemment que les partis de gauche, PS et PC, ont essayé de prendre pied dans les comités de soldats pour tenter de canaliser leurs énergies vers une « union fra-

ternelle » non avec la classe ouvrière, mais avec... la hiérarchie militaire. Comme l'affirme Louis Baillot, le PC est « favorable à l'institution d'organismes de concertation entre les appelés et les officiers. Que ces organismes se nomment comités ou commissions élues, peu importe ». Tout ce qu'on veut pourvu que l'on respecte la voie hiérarchique, ce qui, soit dit en passant, n'empêche pas le PCF d'avoir le culot de dénoncer le « syndicat de soldats » sous prétexte qu'il serait nécessairement entre les mains de Bigeard !

Pour le PS, la démagogie des « comités », faite pour prendre pied dans le mouvement qui se dessinait, a elle aussi fait long feu : on demande seulement que les fameuses « commissions » (déjà prévues par la loi) soient mises en application et soient élues au lieu d'être désignées. Ce système n'existe-t-il déjà pas en Allemagne sans qu'on parle de subversion ?

Oui, mais ici en France, nous ne sommes pas en Allemagne, nous avons nos traditions, répond le gouvernement. La classe dominante a déjà été divisée plusieurs fois sur des questions importantes, notamment en 1940 où une partie voulait avant tout conserver l'empire colonial et fit la croisade antifasciste, et l'autre préférait garder quelques miettes en Europe centrale mais devait pour cela s'entendre avec l'Allemagne. Et puis, il y a eu la guerre d'Algérie. Aussi, il ne faut pas que les divisions, en se reflétant dans l'armée, donnent aux soldats — voyez le Portugal — l'occasion de s'organiser et de contester la hiérarchie militaire elle-même. Comme le dit le général

Lagarde, l'élection de représentants dans l'armée est « une décision très importante. Nous n'avons pas le droit de nous tromper ». Le tout est « de ne pas semer au sein de l'armée des germes de contestation qui ne peuvent être que préjudiciables à la cohésion et à la sérénité de celle-ci » (L'Unité du 5 décembre). Bref, pour l'instant, c'est non, mais au cas où, un jour, la situation sociale exigerait de contrôler un mouvement que nous ne pourrions simplement réprimer, alors nous ferions appel à vous, partis de gauche et syndicats réformistes, pour tenter de maintenir la contestation dans les limites du respect de la hiérarchie militaire. Dès à présent, d'ailleurs, nous avons appris que nous pouvons compter sur vous.

La gauche a compris. Le PC demande un débat à l'Assemblée nationale, la CGT continuera à refuser de publier des journaux pour les soldats, et les arguments convaincants de la répression étatique invitent la CFDT à faire le ménage chez elle. Quant aux jeunes soldats, influencés par ces partis, qui se sont égarés dans le mouvement des soldats, quant aux jeunes ouvriers qui l'ont aidé, même sur une base des plus confuses, ils sont comme tous les antimilitaristes à l'heure du choix : ou « organisation en général », ce qui demain, lorsque la bourgeoisie leur donnera le feu vert, laissera le terrain libre aux manœuvres des partis de gauche — ou antimilitarisme de classe.

★

(Un prochain article sera consacré à l'attitude de l'extrême-gauche et des mouvements antimilitaristes.)

Pour la défense des soldats et des militants emprisonnés

15 soldats ont déjà été emprisonnés et plus d'une quinzaine de militants syndicaux et politiques sont détenus, parmi lesquels plus de 20 inculpations pour « démolition de l'armée ».

Prolétaires, Camarades !

La brutalité de la répression bourgeoise contre des soldats dont le crime est d'avoir cherché à s'organiser pour la défense de leurs conditions de vie et de leurs droits élémentaires, confirme de manière éclatante que cette simple défense exige la lutte résolue contre la hiérarchie militaire.

L'armée bourgeoise est essentiellement composée de prolétaires et de travailleurs mais elle est au service exclusif des classes dominantes ; elle est le dernier rempart de l'ordre établi. Elle ne peut surmonter cette contradiction qu'en exerçant d'une part le despotisme du règlement militaire afin d'isoler au maximum le soldat de ses camarades, même à l'intérieur de la caserne, de briser toute tentative de solidarité ; et d'autre part en inculquant aux travailleurs mis dans une telle situation d'infériorité la haine du travailleur étranger, du « rouge », de la lutte des ouvriers et des opprimés en général.

Prolétaires, Camarades !

La sauvagerie de la répression contre les militants civils est la seule réponse que peut donner une hiérarchie militaire éduquée dans deux guerres impérialistes, d'innombrables guerres coloniales et dans la répression anti-ouvrière, à la tentative des prolétaires d'aider leurs frères sous l'uniforme, même si cette solidarité n'est encore qu'embryonnaire. Elle est à plus forte raison le seul langage que peut avoir la bourgeoisie vis à vis des militants antimilitaristes et révolutionnaires, et aussi des responsables syndicaux qui ont toléré une telle propagande qui fait partie du riche patrimoine du mouvement prolétarien.

Prolétaires, Camarades !

L'énorme disproportion qui existe entre les objectifs immédiats et les résultats encore maigres de la lutte difficile pour unir les prolétaires de l'usine et les travailleurs sous l'uniforme, et la croisade lancée contre la « guerre subversive » et le « complot international » ne doit pas surprendre.

La bourgeoisie ne cherche par cet énorme tapage qu'à justifier l'utilisation de la Cour de sûreté de l'Etat, c'est-à-dire l'abandon — fait d'ailleurs le plus légalement du monde — des fameuses « garanties démocratiques » présentées comme un acquis de la démocratie bourgeoise, à la moindre menace qu'un petit grain de sable ne vienne gêner le fonctionnement de la machine répressive de l'Etat. Mais elle avoue aussi que démocratie, liberté et parlementarisme ne sont plus que des masques de sa domination de classe.

Prolétaires, Camarades !

Alors que seule une riposte massive et frontale pourrait permettre de s'opposer réellement à l'offensive bourgeoise, d'arrêter le bras du gouvernement tout en resserrant les rangs de la classe exploitée, qu'ont fait les partis de « gauche » et les confédérations syndicales qui prétendent guider la classe ouvrière ?

Ils ont tous résolument dénoncé non la hiérarchie militaire (qui selon eux n'a rien à voir dans cette histoire car elle ne fait qu'obéir aux ordres d'un... mauvais gouvernement !), mais les soldats qui voulaient s'organiser indépendamment de la hiérarchie militaire comme d'affreux « provocateurs », naturellement à la « solde du pouvoir ». En effet, selon eux, la défense des soldats n'est concevable qu'avec l'autorisation des officiers, dans le cadre de commissions ou de clubs de soldats surveillés par les chefs hiérarchiques.

Ils ont également dénoncé avec violence la propagande antimilitariste, le PCF allant jusqu'à expliquer que ceux qui « pêchent en eau trouble » n'ont qu'à s'en prendre qu'à eux-mêmes. Ils se font ainsi les complices de la répression bourgeoise. Ils ne peuvent

même pas domer l'illusion d'une action par de dérisoires effets de robe d'avocat ou de ridicules discours parlementaires. Et quand ils daignent appeler à une manifestation, comme la CFDT hier, c'est pour tenter de concilier malgré tout la défense des soldats et la revendication d'une « armée efficace ». Mais que fallait-il attendre d'autre de forces qui ont participé aux guerres impérialistes sous prétexte de « défense de la patrie », donné leur caution directe ou indirecte aux guerres coloniales sous prétexte d'« indépendance de la France », et prêt leur concours à une législation répressive antiprolétarienne sous prétexte de « lutte contre le fascisme » ?

Prolétaires, Camarades !

Il est inutile de cacher que la lutte de défense prolétarienne est aujourd'hui terriblement difficile et inégale. Mais on ne pourra jamais compenser la faiblesse provisoire du mouvement ouvrier en faisant appel à d'autres principes que les siens, aux faux principes de la démocratie, de la légalité, de la patrie, etc. ; car il n'y a aucune bienveillance ni aucun secours à attendre de ceux qui les agitent, et ils ne peuvent avoir pour conséquence que de stériliser la lutte.

Il est tout aussi illusoire de compter sur des forces qui, comme le réformisme, ne prennent pied dans le mouvement que pour tenter de le maintenir dans les limites de l'ordre établi, quitte à s'opposer ouvertement à la lutte.

La voie pour remonter la pente, pour que le prolétariat retrouve sa capacité de défense, et à plus forte raison d'attaque, est longue et difficile. Mais elle passe par l'indépendance de classe la plus absolue, par la revendication ferme des objectifs et des méthodes spécifiques de classe, dans toutes les manifestations de la vie ouvrière, dans les syndicats comme hors d'eux ; elle passe par un combat qui unisse tous les révolutionnaires sincères et tous les ouvriers conscients de leurs intérêts de classe en vue de la constitution d'un front de classe contre la bourgeoisie et l'opportuniste.

C'est pourquoi, aujourd'hui, il ne peut y avoir de solidarité réelle avec la lutte des soldats et avec tous les militants emprisonnés que sur la base d'un antimilitarisme de classe.

- POUR LE DROIT A L'ORGANISATION DES SOLDATS !
- POUR LES REVENDICATIONS DES SOLDATS !
- CONTRE LE MILITARISME BOURGEOIS ET SES VALETS, LES DIRIGEANT REFORMISTES !
- POUR L'UNITE DE CLASSE DES PROLETAIRES DE L'USINE ET DE LA CASERNE !
- POUR LA LIBERATION IMMEDIATE DE TOUS LES MILITANTS DETENUS !

Parti Communiste International - 6 décembre 1975.

Perquisitions et interpellations

(Suite de la page 1)

« muselée » de diffuser des nouvelles qui pourraient compromettre son travail de répression. L'avantage des pays « démocratiques » est évident : la police n'a pas à interdire aux journaux « libres » de diffuser les nouvelles qui la gêneraient : ils le font d'eux-mêmes.

Signalons enfin qu'au cours de la manifestation « contre le charcutage électoral » organisée par les partis réformistes pendant que la répression continuait à s'abattre sur les militaires et les militants politiques et syndicaux, deux de nos militants qui diffusaient le tract ci-contre ont été agressés et molestés par des responsables du PCF, et leurs tracts jetés à terre. C'est ce que nous appelons la division du travail entre l'Etat bourgeois et ses valets opportunistes.

La gauche communiste et la démocratie dans le cycle de l'après-guerre

Nous publions ici des extraits de textes dont deux ont été écrits au début 1945, encore avant la fin de la seconde guerre, pour mettre en relief la stricte cohérence et continuité dans notre caractérisation du cycle historique ouvert par la victoire militaire de la Grande Alliance démocratique. Ce que nous disons aujourd'hui n'est en réalité rien d'autre que ce que nous annoncions alors, et que les faits de tous les jours confirment avec éclat.

La guerre en cours est perdue pour les fascistes, mais gagnée par le fascisme. Malgré l'emploi sur la plus vaste échelle du boniment démocratique, le monde capitaliste, ayant sauvé, même dans cette crise terrible, l'intégrité et la continuité historiques de ses plus puissantes unités étatiques, accomplira ensuite un immense effort pour maîtriser les forces qui le menacent, et instaurera un système toujours plus serré de contrôle des processus économiques et d'entrave à l'autonomie de tout mouvement social et politique susceptible de troubler l'ordre institué. De même que les vainqueurs légitimistes de Napoléon durent hériter de l'appareil social et juridique du nouveau régime français, de même les vainqueurs des fascistes et des nazis, en un processus plus ou moins bref et plus ou moins clair, reconnaîtront par leurs actes, tout en la niant par de vides proclamations idéologiques, la nécessité d'administrer le monde, terriblement bouleversé par la seconde guerre impérialiste, avec les méthodes autoritaires et totalitaires qui furent d'abord expérimentées dans les Etats vaincus.

Plus qu'elle n'est le résultat d'analyses critiques difficiles et apparemment paradoxales, cette vérité fondamentale se manifeste chaque jour davantage dans l'entreprise d'organisation du contrôle économique, social et politique du monde. Jadis individualiste, nationale, libérale, isolationniste, la bourgeoisie tient aujourd'hui ses congrès mondiaux et, comme la Sainte Alliance tenta d'arrêter la révolution bourgeoise grâce à une internationale de l'absolutisme, ainsi le monde capitaliste tente de fonder lui aussi son Internationale, qui ne pourra être que centraliste et totalitaire.

(Extrait de *Le cycle historique de la domination politique de la bourgeoisie aujourd'hui* - début 1945.)

Cette victoire obtenue, les bases seront établies pour un déroulement de l'ère impérialistico-fasciste du capitalisme, qui prévaudra dans les grands pays du monde, et tournera autour d'une constellation des grands Etats, seigneurs des classes travailleuses autochtones, des colonies de couleur, et de tous les petits Etats satellites de race blanche, constellation dans laquelle entre manifestement la nouvelle Russie et au sein de laquelle le capitalisme allemand (qui a obtenu les meilleurs résultats en expérimentant la forme capitaliste la plus moderne de contrôle et de maîtrise de l'économie bourgeoise et en instaurant le type le plus achevée de l'Etat monopoliste moderne) pourrait peut-être, en dépit des flots de malédictions rhétoriques, avoir une place meilleure que celle réservée aux classes dominantes des pays mineurs, non seulement ennemis mais même alliés, ceux pour la prétendue libération desquels on présente cette guerre maudite, barbare et féroce comme une croisade pour le salut de l'humanité.

Face à cette nouvelle structure du monde capitaliste, le mouvement des classes prolétariennes ne pourra réagir que s'il comprend qu'on ne peut ni ne doit pleurer le stade dépassé de la tolérance libérale, de l'indépendance souveraine des petites nations, et que l'histoire offre une seule voie pour abolir toutes les exploitations, toutes les tyrannies et les oppressions : celle de l'action révolutionnaire de classe, qui, dans chaque pays, dominateur ou vassal, pousse les classes tra-

vailleuses contre la bourgeoisie locale, en complète autonomie de pensée, d'organisation, d'attitude politique et de lutte, et qui, par-dessus les frontières de tous les pays, dans la paix comme dans la guerre, dans des situations considérées comme normales ou exceptionnelles, prévues ou non prévues par les schémas philistins de l'opportunisme renégat, unit les forces des travailleurs du monde entier en un organisme unitaire dont l'action ne prendra fin qu'avec la destruction complète des institutions capitalistes.

(Extrait du *Cours historique du mouvement de classe du prolétariat* - début 1945.)

Le type de la société bourgeoise démocratique moderne, qui d'ailleurs ne plaisante pas dans l'usage de véritables violences « cinétiques » policières et militaires, et qui l'emporte là encore sur les anciens régimes trop calomniés, bat aussi le record pour ce qui est de l'usage de la violence « virtuelle » (comme il bat le record pour la production et la concentration des richesses). C'est ainsi que tout en semblant choisir librement leurs confessions, leurs opinions et leurs croyances, des groupes de masse en arrivent à agir contre leurs propres intérêts objectifs, et à accepter les justifications théoriques de rapports et d'actes sociaux qui en réalité les réduisent à la misère ou même vont jusqu'à les détruire.

Le passage des formes pré-bourgeoises à la société actuelle a donc augmenté et non diminué l'intensité et la fréquence du facteur de l'oppression et de la violence.

Et quand le marxisme exige que ce processus historique fondamental soit pleinement achevé, il n'entend

nullement oublier ou contredire cette position fondamentale.

C'est seulement à partir de critères en accord avec ceux que nous avons établis qu'il faut juger et déchiffrer le problème actuel et brûlant d'une transformation du mode d'administration et de gouvernement de la bourgeoisie, qui correspond à l'apparition des régimes totalitaires dictatoriaux et fascistes.

Il ne s'agit pas là d'un changement de classe dominante et encore moins d'une rupture révolutionnaire dans le mode de production. Quand on en fait la critique, il faut donc se garder de tomber dans les erreurs vulgaires qui, dans la ligne des déviations du marxisme, amèneraient à attribuer à la forme et à la phase de la démocratie parlementaire une intensité et une densité moins grandes de la violence de classe.

Ce critère, même s'il était conforme aux faits, ne suffirait pas de toute façon à nous faire préconiser et défendre cette phase, pour les raisons dialectiques que nous avons appliquées à l'appréciation des modifications précédentes. Mais l'analyse de cette question pourra également démontrer qu'en refusant de considérer seulement la violence en acte et en mesurant au contraire tout le volume de la violence potentielle cachée dans la vie et dans la dynamique de la société, on évitera de tomber dans l'erreur de préférer, même de façon subordonnée et relative, la méthode hypocrite et l'atmosphère méphitique de la démocratie libérale.

(Extrait de *Force, Violence et Dictature dans la lutte des classes*, publié en 1946 et repris dans la série *Le texte du Parti Communiste International*, n° 6.)

Un casque sous le bonnet de Marianne

(Suite de la page 1)

du second massacre impérialiste, nous avons établi en stricte cohérence avec la doctrine marxiste la caractérisation du cycle historique ouvert par le triomphe militaire des démocraties, nous l'avons condensée dans cette formule : le fascisme a été **battu militairement**, mais sort de la guerre **politiquement vainqueur**. Cela ne voulait pas dire que les vainqueurs sur les champs de bataille allaient rejeter leur tenue démocratique pour endosser la cuirasse fasciste, mais bien plutôt qu'ils allaient nous donner **en même temps** et le **maximum** de démocratie et le **maximum** de totalitarisme, le premier — répétons-le pour montrer qu'il s'agit d'une « constante historique » — prémisses et justification du second.

Voilà précisément ce qui nous distingue, nous qui sommes anti-démocrates par principe, du marais congénitalement démocratique du « gauchisme » : la reconnaissance du fait que la démocratie représente pour le capitalisme l'état **optimum** de sa domination totalitaire de classe ; une domination **par consentement**, qui a d'autant plus besoin que le réseau de la libre consultation des citoyens s'étend, se ramifie et se multiplie, qu'elle se concentre et se carapace davantage. Loin d'être une « concession à l'adversaire », à la classe dominée, ce réseau de consultations est au contraire l'arme de sa **reddition sans condition**, de sa **capitulation intégrale**. Tant que ce jeu marche, le fascisme n'a aucun besoin d'apparaître **dans la forme**, puisqu'il existe **dans la substance** : non seulement la domination de classe de la bourgeoisie n'exige pas le casque d'acier et la chemise brune, mais le bonnet phrygien et l'écharpe

tricolore lui sont bien plus utiles et donc nécessaires.

Sortie du bain de jouvence qu'a constitué la seconde guerre mondiale, le capitalisme a repris son expansion impérialiste. Il a connu une trentaine d'années de boom explosif, à peine marqué mais non interrompu par les poussées de fièvre des crises cycliques mineures. Les démocrates par principe pouvaient penser avec leur myopie habituelle que notre caractérisation était démentie, au moins au niveau de la « politique interne » ; en réalité, le poids des monstrueux Etats démocratiques sortis armés jusqu'aux dents du conflit s'exerçait, précisément grâce au « jeu du consentement » dans les métropoles du capitalisme impérialiste, surtout « à l'extérieur », sur les pays arriérés mais en fermentation, sur les pays vaincus se reconstruisant péniblement, et même sur les membres de second rang de la « grande alliance » parfois récalcitrants.

L'éclatement de la première grande crise économique depuis la guerre a suffi pour qu'au plus minime signe — et malheureusement c'est vraiment un **minimum absolu** — non pas de reprise en force du mouvement de résistance de la classe dominée, mais simplement de malaise, de désaffection envers l'Etat et le travail, il a suffi d'une étincelle d'indiscipline sociale pour que l'appareil de violence répressive reflue vers l'intérieur et se déchaîne contre les rebelles, même s'ils ne le sont qu'en puissance, avec une brutalité **sans aucune proportion** avec la gravité des faits.

Feignant de voir dans les timides propositions de réforme de l'armée avancées par une CFDT née dans les sacristies, ou mieux encore, dans celles du PCF ou de

Ronde de chacals autour de la proie sahraouie

Le Sahara occidental : un désert grand comme la moitié de la France — 285.000 km² — à peu près vide avec sa vingtaine de tribus, environ 70.000 personnes (d'après le recensement espagnol de 1974, mais de 250.000 à 700.000 d'après le Front Polisario), dont la plupart, nomades, échappe aux estimations car son nomadisme n'est pas circonscrit par les frontières artificiellement tracées par l'impérialisme. Mais un désert riche d'énormes gisements de phosphates évalués à 10 milliards de tonnes, exploités depuis 1962 à ciel ouvert à Bou Craa par une société à capitaux espagnols, français, américains et allemands, de gisements de fer, de cuivre, d'uranium, de gaz naturel. Au large de sa côte atlantique d'environ 1.000 kilomètres, un des plus riches réservoirs de poissons du monde, et une importante nappe pétrolière sous-marine pour laquelle les grandes compagnies occidentales (Union Carbide Petroleum, Standard Oil, Gulf Oil, etc.) cherchent à passer des accords avec l'Etat espagnol. Sans compter l'intérêt stratégique de cette zone, proche des îles « porte-avions » des Canaries, base américaine au travers de l'Espagne. Bref, une belle proie sans défense, et son pillage est l'enjeu d'une lutte acharnée entre les Etats voisins derrière lesquels s'agitent les impérialismes occidentaux.

Quelles sont en effet les forces en présence ? L'impérialisme français a la part du lion au Maghreb et au Sahel. Il a intérêt à la stabilité sociale dans cette aire, et en particulier au Maroc, point chaud du fait de son arriération économique et sociale. Il a donc soutenu la rapacité de l'Etat marocain qui avait le double avantage, sous couleur de juste croisade pour le « Sahara spolié », de rassembler derrière Hassan II son opposition, et de donner à la France une part de choix dans la rapine par l'intermédiaire du Maroc.

Le Maroc, qui revendique officiellement le Sahara espagnol depuis 1956, a toujours essayé d'éliminer ses voisins du partage du gâteau. Il a d'abord essayé de couper l'Algérie du Sahara espagnol, cherchant à supprimer leur frontière commune en revendiquant Tindouf en octobre 1963. Ce fut un échec, et dans un deuxième temps il chercha un accord sur le partage avec l'Algérie et la Mauritanie. Mais sous les affirmations hypocrites — réitérées dans leurs rencontres de 1970 à 1973 — de leur attachement aux principes de l'ONU — autodétermination de la population sahraouie, organisation d'un référendum sous les auspices

de l'ONU — les trois Etats cherchaient chacun à tirer à soi la couverture. Dès que l'Espagne, en 1974, s'engagea plus nettement sur la voie de l'indépendance « dans sa mouvance », le Maroc mit les points sur les « i » : « si le principe de l'indépendance est posé, le Maroc refusera catégoriquement le référendum » (discours du 20 août — *Le Monde*, 27-11-75). Pour le Maroc — « premier exportateur mondial de phosphates » qui, par l'annexion du Sahara espagnol, pourrait devenir aussi « premier producteur (il occupe actuellement la 3^e place, après les USA et l'URSS), ce qui lui permettrait [et à travers lui à la France. Ndr] d'en fixer les prix à sa guise » (*Le Monde*, 28-11) — la seule alternative que le référendum devait poser était : maintien de la colonisation espagnole ou rattachement au Maroc, prétextant les « droits historiques » du Maroc sur cette terre. De plus, une mobilisation nationale sur ce thème permettrait l'« union sacrée » avec l'opposition alors que la monarchie rencontrait des difficultés, en particulier des rébellions dans l'armée.

En coulisses, l'impérialisme joue la carte du Maroc : Paris « accélère » (Suite page 4.)

TOUTES LES PERMANENCES DU PARTI SONT SUSPENDUES MOMENTANEMENT. CONSULTEZ LE JOURNAL POUR LA REPRISE.

La fin de la révolution de la phrase

(Suite de la page 1)

Seulement, pour y parvenir deux conditions devaient être réalisées. La première était que l'on puisse compter sur des troupes absolument sûres. Non que tous les régiments aient été contaminés, mais l'expérience montre que l'indiscipline des soldats contient, en liaison avec le mouvement social dans son ensemble, sa propre logique et que faire marcher un régiment réputé sain peut provoquer son pourrissement (l'exemple de Tancos montre bien que l'on en était arrivé à ce point) ou susciter des réactions de solidarité dans d'autres unités encore endormies. Les forces sûres, l'Etat-major les attendait d'Angola, et c'est pourquoi, dans l'intervalle, il alternait rappels à l'ordre et promesses, manœuvrait pour calmer l'agitation sans l'affronter ouvertement; et ceux qui se sont plu à montrer le président Gomes comme hésitant n'ont pas vu où était la cause de cette apparence et n'ont malheureusement pas su mener de lutte anti-impérialiste conséquente apte à désorganiser les troupes de choc du corps expéditionnaire qui ont pu rentrer ces derniers jours avec un « haut moral ».

Ce sont elles qui ont été amalgamées au régiment de cavalerie qui est intervenu à l'arsenal; ce sont elles qui sont venues épauler les commandos de Jaime Neves (dont les effectifs sont... restés un secret militaire); ce sont elles ainsi que les mercenaires venus également des colonies qui ont vraisemblablement constitué les « troupes inconnues » qui ont circulé dans Lisbonne; ce sont elles qui ont sûrement servi d'arrière et de réserves au coup de main.

L'autre condition était que le mouvement des soldats et des travailleurs soit suffisamment contrôlé pour que l'on puisse éviter au maximum les réactions dans la troupe et une conjonction du mouvement ouvrier avec celui des soldats.

La fameuse « gauche militaire » a ici joué tout son rôle, faisant mine de marcher avec les soldats et tenant le langage démagogique de l'« armée populaire », cependant qu'elle tentait en retour de prendre appui sur eux pour favoriser son jeu politique, toujours maintenu, il est vrai, dans les limites de la sacro-sainte unité des forces armées, et que n'a pas su combattre une extrême-gauche croyant trouver dans ces officiers une aide pour les ouvriers et les soldats.

L'opportunisme ouvrier a également joué à fond le rôle qui lui était classique. Bien qu'au gouvernement, il a réussi à pénétrer ce qui a été abusivement présenté comme des organes de « pouvoir populaire », les commissions de travailleurs et les comités de soldats, cependant que l'extrême-gauche montrait aux ouvriers qu'un front avec lui était indispensable pour le sortir des griffes du PS et pour servir de point d'appui à la lutte ouvrière. C'est ainsi que l'opportunisme a pu acquiescer sans résistance sérieuse une influence telle que ces organisations étaient devenues incapables d'initiative sans lui.

La manifestation du 23 octobre et bien plus encore celle du 16 novembre, celle-ci épaulée par le PCP, le FUR et les SUV, ont donné la preuve d'une emprise qui se traduisait par la revendication d'un gouvernement plus à gauche. De plus, l'état d'urgence du 26 octobre, sous prétexte de lutte contre la droite à laquelle on prêtait quelques attentats insignifiants, avait démontré que la classe ouvrière l'avait gobé sans la moindre velléité de combat.

Avant le coup du 25 novembre, la campagne du PCP pour un gouvernement de gauche jointe aux bruits d'un danger de droite créait les conditions propices pour désorienter complètement les larges masses ouvrières.

C'est dans cette atmosphère que le développement de l'agitation des parachutistes de Tancos les poussait à chercher des appuis extérieurs pour se prémunir simplement des coups attendus de la hiérarchie militaire; ne cherchait-on pas à démettre Carvalho? Et l'unité absolue de la hiérarchie n'était-elle pas une condition de la mise au pas des soldats? Et d'autre part n'étaient-ce pas les offi-

ciers qui avaient eu, dans le régiment l'initiative de la rupture?

Toutes les conditions étaient désormais réunies pour sortir l'épée du fourreau, l'état-major pouvait donc prendre le prétexte de l'occupation des bases aériennes (mais sinon on en aurait sûrement trouvé un autre!) pour accuser les soldats de putsch, créant de surcroît les meilleures conditions psychologiques favorables à la reprise en main.

L'absence de riposte des soldats et du mouvement ouvrier à l'attaque des troupes loyalistes n'est-elle pas surprenante? Ce serait oublier que les soldats comptaient sur la direction des officiers de gauche, lesquels se sont laissés démissionner sans broncher conformément aux bonnes traditions hiérarchiques. Le fameux Carvalho a eu l'intelligence de faire semblant de refuser de quitter son poste, ajoutant ainsi à la confusion des soldats qui trouvaient dans cette attitude une raison supplémentaire pour garder les yeux braqués sur lui et suspendre leur action à sa décision, le cherchant partout pendant des heures et des heures: eh bien Carvalho était introuvable et c'est même lui qui était à côté de Costa Gomes lorsque ce dernier a annoncé l'état d'urgence. Le mouvement des soldats fut donc entraîné dans le gouffre sans possibilité de résistance, subjugué par les chants de cette nouvelle Lorelei, la « gauche militaire ».

L'autre élément qui aurait pu donner force et courage aux soldats était le mouvement ouvrier. Mais dès les premiers instants le PCP mit en garde contre le « danger qu'il y avait pour la Gauche de surestimer ses forces » et rappela que « tout affrontement faisait le jeu de la réaction »; en même temps les grèves tournantes pour un changement de gouvernement avec lesquelles l'Intersyndicale tentait de canaliser l'agitation étaient suspendues, tandis que le PCP expliquait que le nouveau gouvernement résulterait d'un compromis toujours possible, et quittait la scène, laissant la classe ouvrière sans aucune consigne.

Que pouvait faire d'autre une extrême-gauche incapable de concevoir une action sans les officiers « de gauche » et sans le PCP, et impréparée à une telle éventualité? Nous ne parlons évidemment pas du maïsme qui s'est résolument rangé derrière Vasco Lourenço, quand ce n'est pas Costa Gomes, sous prétexte que le mouvement des soldats n'avait aucune autonomie par rapport au « social-fascisme »... Privés de l'existence d'une lutte ouvrière massive, privés des chefs sur lesquels ils comptaient sans qu'aucune force ait pu prendre le relais de la lutte, les soldats n'auraient pu trouver en eux la décision et la détermination, qui seules peuvent donner la force de combattre.

Nous avons été trahis! Tel est le cri que profèrent aujourd'hui pour justifier leur impuissance ceux qui hier encore prétendaient que toutes les conditions étaient mûres pour un « soulèvement populaire ». Ils en voyaient les indices certains dans ce qu'ils présentaient comme la décomposition de la hiérarchie militaire dont ils feignaient de voir une partie passer du côté des soldats; dans le fait que le PCP était, selon eux, contraint de faire une politique exigée par les masses au lieu de pouvoir mener la sienne. Comme si le fait que Carvalho ait salué le « pouvoir populaire » ou le fait que le PCP ait emboîté le pas à ce « pouvoir » pouvait réellement heurter l'Etat! Comme s'il n'était pas dans la nature de ces forces de se dérober au moment précis où frappe l'Ordre dont elles sont complices, laissant les masses, aux facultés amoindries par leur drogue, paralysées par manque de direction.

C'est la faute au PCP! disent ceux qui n'ont cessé de montrer au prolétariat que l'« unité ouvrière » conçue comme une unité avec les partis opportunistes était un « tremplin » nécessaire au mouvement social sans voir que pour faire face à la trahison inévitable de ces partis, il est indispensable d'avoir une direction qui ait mené bien avant une action indépendante, se soit préparée dans cette lutte et rendue apte à capitaliser les

réactions pour pouvoir continuer la lutte, au lieu que cette trahison entraîne la défaite du mouvement et, ce qui est plus grave, sa démolition pour une période difficile à prévoir.

Heureusement que la classe ouvrière n'a pas bougé, se sont écriés les mêmes qui expliquent qu'elle a ainsi gardé ses forces intactes! Comme si la reprise en main de l'armée n'était pas la condition indispensable de la mise au pas de la classe ouvrière et des paysans pauvres, qui malgré tous les efforts de la démagogie opportuniste, ne se sont pas remis sérieusement au travail.

Bien sûr, ce n'est pas la révolution qui a été battue, c'est la phrase révolutionnaire. Ce sont les illusions que le mouvement social charriait avec lui qui ont été brutalement dissipées, celles d'une action bras-dessus, bras-dessous avec l'opportunisme et la « gauche militaire », illusions qui prennent racine dans la faiblesse du mouvement et, il faut le dire, dans le chauvinisme.

Mais, ce qui est certain, c'est que la force qui a détruit ces rêves est la même qui, en restaurant la discipline dans l'armée, se renforce pour faire courber l'échine à la classe ouvrière. D'ailleurs, l'état de siège n'a-t-il pas déjà été mis à profit non seulement pour éliminer les officiers de gauche, mais aussi pour décapiter l'extrême-gauche et ce qu'il y a de plus combatif dans la classe ouvrière? Et la première mesure sociale n'a-t-elle pas consisté à suspendre toutes les négociations salariales d'ici la fin décembre, répétant en un tournemain, ce qu'il avait fallu des grèves magnifiques comme celle du bâtiment pour obtenir?

Le capitalisme portugais est dans

une crise très profonde: il doit imposer à la classe ouvrière travail et austérité; il doit faire cesser à tout prix l'agitation incessante, chasser des usines les travailleurs qui s'imaginaient que le « contrôle » leur garantirait l'emploi sinon le salaire, chasser des terres occupées les ouvriers agricoles du sud. Pour cela, comme pour tenter de sauver encore quelque chose de l'Angola et des autres colonies où il manœuvre toujours, l'Etat portugais s'est donné une arme décisive, la force restaurée. Mais cela ne lui suffit pas. Il lui faut aussi pour un temps le mensonge démocratique et opportuniste pour surmonter la crise économique et sociale en douceur.

Comme l'a déclaré Melo Antunes: « Le contrôle de la situation militaire nous permet d'avoir des garanties pour clarifier la situation politique et avancer avec un programme viable vers un gouvernement de gauche. La participation du parti communiste dans la construction socialisme est indispensable » (Le Monde du 18/11). Avez précieusement que le mensonge n'est efficace que s'il s'appuie sur la force. Avez cynique des classes dominantes d'un monde sénile qui cloue au tapis de l'histoire les prétendus révolutionnaires sans principe qui résistent encore s'appuyant sur un « gouvernement de gauche », pour affaiblir l'Etat bourgeois! Et dans quel abîme de servilité contre-révolutionnaire a pu sombrer un opportunisme ouvrier qui colle tellement à sa nature qu'il est capable de réclamer l'Etat fort même quand ce renforcement suppose l'élimination des éléments proches de lui dans la machine militaire!

Ainsi, tandis que l'on envisage un remaniement ministériel apte à trouver, selon le mot de Gomes, « un soutien chez les travailleurs suffisamment fort pour assurer la paix, la tranquillité, une producti-

vitée raisonnable et pour éviter ces revendications constantes qui nuisent tant à l'économie nationale » (Le Monde du 18/11), Jaime Neves est là pour rappeler qu'« il y a encore beaucoup de choses à faire » et qu'« il est fermement décidé à aller jusqu'au bout » (Le Monde du 2/12), c'est-à-dire qu'il est prêt à mater aujourd'hui les rebelles qui ne comprendraient pas les « exigences de la situation » et, prêt demain à se débarrasser aussi du larbin quand, sa fonction ayant pris fin, le moment sera venu de le sacrifier aux « forces de l'amour ».

La classe ouvrière se trouve poussée à un combat terriblement inégal dans cette deuxième étape de l'offensive bourgeoise contre ses conditions de vie et de lutte: il lui manque désormais le formidable appui d'un mouvement de soldats dont la prétendue révolution portugaise a gaspillé l'énergie dans un fantastique moulin à paroles, et elle trouve en face d'elle l'Ordre s'appuyant sur les deux forces de l'autorité restaurée et de l'opportunisme ouvrier.

Si elle pouvait se donner néanmoins un atout dans cette dure bataille, ce serait celui de la lucidité. Mais il faudrait pour cela que les révolutionnaires sincères tirent la leçon que les faits viennent encore une fois confirmer, celle de la nécessité d'une indépendance de classe absolue, il faudrait qu'ils comprennent l'exigence d'un parti qui se donne un programme d'opposition complète à l'Etat et à toutes les forces de la bourgeoisie et de l'opportunisme, un parti qui puisse donner à la lutte de défense qui est à l'ordre du jour la plus grande efficacité, développer au mieux les potentialités classistes qu'elle renferme, la transformant ainsi en terrain de préparation révolutionnaire.

La ronde des chacals

(Suite de la page 3)

ses fournitures d'armes au Maroc » (Boumediène dans L'Humanité, 21-11), s'appuie sur l'expansionnisme du « grand Maroc » (le Maroc revendique le Sahara et la Mauritanie, et à l'est In-Salah, Tombouctou, Tindouf et Béchar) en lui faisant marquer un point dans la « zone de sécurité » de l'Algérie; voilà ce qu'il en coûte à l'Algérie pour avoir refusé de se plier aux volontés de l'impérialisme en matière de pétrole; voilà surtout comment l'impérialisme divise au Maghreb comme ailleurs pour régner.

C'est pourquoi l'Etat algérien, intéressé à limiter les prétentions territoriales du Maroc et défendant sa seule voie d'accès à l'Atlantique, a mis sur le Front Polisario (mouvement de lutte armée pour l'indépendance et la République Arabe Saharouie, constitué après la très dure répression des autonomistes du Front de Libération du Sahara sous les balles espagnoles en 1970), qu'il soutient matériellement depuis 1975 sous prétexte de fidélité à la lutte menée par le FLN, et proclame son attachement au « principe cardinal de l'ONU que représente le droit à l'autodétermination », tout en précisant que « l'Algérie ne saurait entériner quelque solution que ce soit à l'élaboration et à la mise en œuvre de laquelle elle ne serait pas associée au titre de partie concernée et intéressée » (Le Monde, 16-17/11/1975).

Le Maroc étant soutenu par l'impérialisme français, il ne restait plus à l'impérialisme espagnol qu'à s'entendre avec le Maroc s'il voulait préserver ses intérêts; c'est sans doute ce qu'a voulu lui faire comprendre l'accord signé isolément par le Maroc et la Mauritanie en été 1974, alors que l'Espagne continuait à affirmer qu'elle n'accepterait qu'un accord entériné par l'ONU et qu'elle tendait à tenir compte de la position de l'Algérie, qui est son « meilleur client africain ».

Mais finalement, on est arrivé à s'entendre: « le Maroc a proposé à l'Espagne l'indemnisation de ses investissements dans les gisements de phosphates — estimés à 400 millions de dollars — et l'exploitation

commune des gisements de Fos-Bou-Craa, l'Espagne conservant 60 % des parts et des droits, des droits « d'installation de bases militaires », et une « offre de participation au blocus de Gibraltar » (Le Monde 15-11, le Figaro 14 et 15-11); la flotte espagnole aurait des droits de pêche réservés dans les eaux du littoral saharien; les colons espagnols du Sahara seraient indemnisés. Moyennant quoi l'Espagne se retirera définitivement le 28 février, laissant le Sahara partagé entre le Maroc et la Mauritanie, ayant mis en place dès le 25 novembre une administration mixte.

L'accord Maroc-Espagne-Mauritanie, cristallisant l'axe Paris-Madrid-Rabat-Nouakchott et signé le 14 novembre, était aussitôt ratifié par les Cortès le 18 novembre, tandis que l'ONU observe un silence prudent sur ses grands principes. On peut prévoir dans l'avenir un « anchluss » du Maroc sur le Sahara, tandis que la Mauritanie a déjà créé un « Front pour la libération et le rattachement du Sahara à la Mauritanie » (Humanité, 17/11).

Sont-ils donc autre chose que des chacals et des hyènes, ceux qui se disputent la proie saharouie? Nous ne pouvons que dire aux prolétaires de France, d'Espagne ou des autres hyènes impérialistes qui rôdent autour des richesses de ce petit pays ou en tiennent déjà une part dans leurs griffes: votre premier devoir est de combattre votre impérialisme! Ainsi vous œuvrerez à l'union des prolétaires d'Europe et d'Afrique! Nous ne pouvons que dire aux prolétaires du Maroc (et aussi de Mauritanie): combattez les excitations chauvines et l'hypocrisie d'Hasan II (ou d'Ould Daddah) avec lesquelles ces régimes honnis cherchent à se perpétuer sur votre dos! Nous ne pouvons que dire aux prolétaires d'Algérie: combattez les fausses prétentions de Boumediène qui cache derrière l'appel à la « guerre juste » de la république contre la monarchie chérifienne ses intérêts de classe et cherche à redorer grâce à lui son blason terni! Nous ne pouvons que dire aux prolétaires des pays concernés du Maghreb et du Sahel: vous

devez lutter contre les prétentions de vos classes dominantes, même si la population saharouie choisit de se fier à un autre Etat que le vôtre! Ainsi vous acquerrez la sympathie de vos frères des autres pays et vous œuvrerez à l'union des prolétaires par-dessus les frontières de vos Etats!

Et si une guerre avait des conséquences révolutionnaires, ne devrions-nous pas la soutenir, du côté marocain ou du côté algérien, pourra-t-on se demander? C'est un fait que la défaite militaire du Maroc ou de l'Algérie entraînerait avec une forte probabilité une révolution dans le pays « vaincu », révolution dont ne pourrait se protéger le « vainqueur », tant la monarchie marocaine est verrouillée, et tant le régime de Boumediène est essoufflé. Dans ces conditions le quel des deux Etats est disposé réellement à la guerre, à une guerre sérieuse où il y ait justement un vaincu, c'est-à-dire une guerre qui ne soit pas seulement une parade destinée à exercer une pression pour une meilleure négociation en même temps qu'un moyen de rassembler le bon peuple derrière le drapeau du chauvinisme? Serait-ce alors au prolétariat de pousser à une guerre qui ne peut être qu'une guerre de rapine? Evidemment non!

Bien plus, si une guerre devait malgré tout éclater et qu'elle soit menée jusqu'à entraîner des conséquences révolutionnaires, le seul parti qui pourrait en tirer profit serait celui qui se serait résolu à placer le point de vue de la lutte sans compromis avec les régimes moribonds. Nous ne pouvons par conséquent et voir qu'une raison supplémentaire pour inviter le prolétariat et les paysans pauvres du Maghreb à se souvenir qu'il y a douze ans, des deux côtés, les vrais révolutionnaires refusaient de mourir pour quelques arpents de désert, et pour appeler de tous les côtés au défaitisme révolutionnaire!

directeur-gérant
F. GAMBINI

Imprimerie « E.P. »
232, r. de Charenton, Paris-12^e

distribué par les NMPP

N° d'inscription à la commission
paritaire de presse: 42144